

Mediterranean Perspectives and Proposals. Journal of Economics, Agriculture and Environment

Perspectives et Propositions Méditerranéennes. Revue d'Economie, d'Agriculture et Environnement

POLITIQUE DU DEVELOPPEMENT ET COOPERATION INTERNATIONALE: UN DEBAT OUVERT

ANTONIO DI GIULIO (*) - GIULIO A. MALORGIO (**)

Au cours des années, les interventions de coopération au développement ont subi des changements d'orientation profonds provoqués, d'une part, par l'évolution progressive de la conception de développement économique et des facteurs qui y sont liés, découlant en partie des expériences de la coopération faites dans les divers pays du Tiers Monde et, de l'autre, des changements sociaux, économiques et politiques du scénario international.

Ces dernières cinquante années, l'expérience du développement économique a été marquée par la présence, au niveau global, de changements structurels profonds: le moindre poids de l'agriculture, tant en termes d'employés que de valeur de la production, l'accumulation constante de capital physique et humain, le changement de la composition de la demande des consommateurs, la croissance urbaine et industrielle, la progressive intégration économique des différentes aires géo-politiques.

A côté de tels processus évolutifs, il existe plusieurs contraintes au développement tant nationales qu'internationales. Parmi les premières, on cite la disponibilité des ressources d'un Pays, sa dimension physique et démographique et les contraintes de type institutionnel, à savoir les instruments et les objectifs des politiques des gouvernements bénéficiaires. Les contraintes de type international comprennent, au contraire, l'accès aux capitaux étrangers, à la technologie et au commerce international. Ce sont, toutefois, les contraintes internationales qui différencient la transition des Pays en Voie de Développement (PVD), de celle vécue dans le passé par les Pays industrialisés. Si les PVD ont accès aux opportunités offertes par les Pays industrialisés, en termes de sources de capitaux, de technologies et d'importations de produits manufacturés, ainsi que comme marchés d'exportation, il est possible qu'ils se développent à une vitesse même plus forte que celle des économies industrielles lors des premières phases de leur développement économique. Dans ce contexte, on est de plus en plus convaincu qu'il n'existe pas une théorie de développement universellement reconnue, mais qu'il y a des facteurs endogènes (infrastructures, services sociaux, conditions démographiques, aspects monétaires, etc.) et exogènes (termes d'échange, financements extérieurs, technologie, etc.) qui influent sur le développement.

Souvent, le manque de connaissance de ces éléments de départ conditionne, ou a conditionné, les résultats d'un grand nombre de programmes internationaux d'investissement financés dans les PVD, à tel point qu'on s'interroge sur les chemins possibles à parcourir au niveau de la coopération internationale et sur les stratégies à poursuivre pour faire démarrer un processus de développement économique adéquat et efficace. Le nouveau scénario du commerce international, l'aggravation de la situation sur les marchés financiers mondiaux, l'intérêt de plus en plus remarquable pour les aspects sociaux et environnementaux et l'importance des éléments de politiques économique et monétaire, sont des facteurs qui ont acquis une importance croissante dans l'analyse du développement économique faisant ainsi douter de l'existence d'un seul modèle de développement.

Dans ce contexte, les Organismes internationaux préposés n'ont pas su parfois s'adapter en temps utile aux transformations; ils ont gardé une rigidité méthodologique et administrative qui a entravé leur participation à la croissance économique des Pays plus pauvres cédant ainsi le pas aux capitaux privés. En effet, en 1990, les prêts de la Banque Mondiale et les aides des gouvernements des Pays industrialisés en faveur des Pays en voie de développement se montaient à 58 milliards de dollars, par rapport aux 45,5 milliards d'investissements privés. Quatre années plus tard, la situation s'était renversée: les investissements privés se montaient à 180 milliards de dollars, trois fois plus que les 54,5 milliards de l'assistance financière des gouvernements. De la part de l'Union Européenne, les récentes interventions, renforcées par le dernier débat sur le partenariat euroméditerranéen,

(*) CIHEAM, Paris.

(**) Università di Bologna.

MEDIT

Prospettive e proposte mediterranee - Rivista di Economia, Agricoltura e Ambiente

Volume 7 - Numero 4 - Maggio 1996
 ISSN 1120-3582 - Periodico di Economia, Agricoltura e Ambiente
 N. 4/96 - P. 27 - P. 319 - 80138 Bologna



Mediterranean Perspectives and
 Proposals. Journal of Economics,
 Agriculture and Environment

Perspectives et Propositions
 Méditerranéennes. Revue d'Economie,
 d'Agriculture et d'Environnement



Centre International de Hautes Etudes
 Agronomiques Méditerranéennes

*Mediterranean Perspectives and
 Proposals. Journal of Economics,
 Agriculture and Environment*

*Perspectives et Propositions
 Méditerranéennes. Revue d'Economie,
 d'Agriculture et d'Environnement*

sont orientées vers un processus de développement plus articulé où, comme convenu par le Conseil de l'Europe d'Essen, la paix, la stabilité et la prospérité de la région méditerranéenne figurent parmi les priorités absolues de l'Europe.

Il s'agit d'orienter les interventions de la Communauté européenne dans la région en fonction de ces priorités et de répondre, à travers des actions concrètes, aux défis politiques, économiques, sociaux et environnementaux qui se posent aux pays de la région et donc à la Communauté.

La Commission propose trois grandes tranches d'interventions prioritaires étroitement liées entre elles:

- * le soutien à la transition économique à travers la réalisation d'une zone de libre échange et la dynamisation du secteur privé;
- * le soutien à un meilleur équilibre socio-économique à travers l'amélioration des services sociaux, la protection de l'environnement et le développement intégré du monde rural;
- * le soutien à l'intégration régionale à travers la coopération financière et technique pour soutenir les réformes économiques internes dans le cadre des protocoles que les pays non-méditerranéens (PNM) ont établi avec le Fonds Monétaire International.

Les interventions prévues seront d'autant plus efficaces que si elles sont accompagnées par la réalisation, de la part des PNM concernés, de politiques économiques et sociales adéquates.

Dans ce contexte, aux relations entre l'agriculture et le reste de l'économie, on reconnaît un rôle décisif dans l'explication tant du développement économique que de la dynamique sectorielle agricole, jusqu'à postuler une série de liaisons entre l'apport de l'agriculture à la croissance économique, le développement du secteur agricole et les politiques d'intervention. En général, la fonction assignée au secteur agricole dans le processus de développement économique tend à être considérée d'une manière moins passive que dans le passé.

Cela semble être accueilli aussi dans ledit programme de la Commission, dont les lignes politiques de développement, en passant par une expansion du commerce international, arrivent en même temps à créer des supports institutionnels et financiers visant à faire décoller des processus de développement endogène.

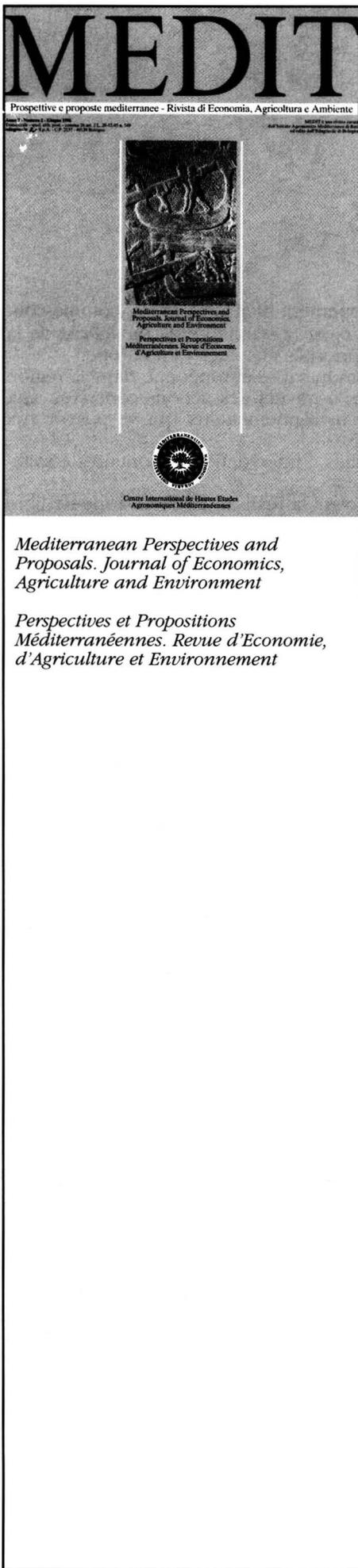
Lorsqu'on aborde les problèmes du développement économique des PNM, il faut tenir compte de la rareté des ressources naturelles et des processus qui règlent leur meilleure utilisation tant au niveau national qu'international. Le défi que les producteurs et les Gouvernements de ces Pays devront vaincre porte, d'une part, sur l'augmentation de la productivité et la sécurité alimentaire de leur Pays et, de l'autre, sur la nécessité d'augmenter la capacité de production des ressources naturelles en assurant aussi une gestion durable. Parmi les scénarios envisagés, un souci se pose: l'expansion globale des structures productives et des marchés pourrait susciter des réponses ethno-culturelles différenciées dans les diverses nations et chez les différents peuples ainsi qu'un mouvement de reprise traditionaliste des identités tel qu'il puisse déterminer un nouveau ordre mondial plus pluraliste.

En effet, les procédures et les instruments utilisés dans la coopération internationale, souvent, ne trouvent pas un contexte favorable pour engendrer un mécanisme de croissance qui permette de réaliser un chemin d'adaptation de la structure productive aux dynamiques des marchés internes et externes. Ceci est dû à l'articulation complexe des rapports entre les Pays et à l'influence de facteurs culturels, sociaux et politiques qui entrent en jeu et dont il faut tenir compte dans la définition de la forme de coopération et des instruments à adopter.

Le progrès technologique et la coopération techno-scientifique restent des secteurs d'interventions prioritaires dans le cadre de toutes les politiques de coopération au développement poursuivies par chaque pays.

La collaboration dans le domaine de la recherche scientifique reste l'un des axes portant pour les Pays émergents, où les bénéfices d'éventuelles innovations auraient une action plus globale.

Cette thèse a été récemment soutenue par quelques chercheurs de la London Busi-



ness School. Leur étude a fait ressortir que la production de nouvelles connaissances tant au niveau de pays industrialisés qu'en voie de développement, diffuse les bénéfices au-delà des frontières nationales.

Un tel résultat mènerait à conclure qu'une augmentation des innovations dans un Pays émergent devrait, par conséquent, améliorer le niveau de vie aussi des pays industrialisés, en augmentant la gamme de produits pour les consommateurs et d'entrants pour les industries.

Si l'on admet de telles conséquences, le bilan des interventions dans le domaine de la coopération scientifique reste très positif. En effet, toute action de la part des pays plus riches visant à soutenir le progrès technologique des pays plus pauvres produirait des bénéfices non seulement pour les pays plus pauvres mais pour les pays industrialisés aussi.

Toutefois, ces mécanismes sont amorcés si le pays dispose des conditions optimales de ressources humaines. Dans ce contexte, l'affirmation d'Arrow est bien fondée: la connaissance est considérée un «sous-produit» de l'accumulation capitaliste qui crée des externalités positives pour le reste de l'économie. Le changement technologique est donc stimulé par l'amélioration qualitative et quantitative du capital humain, à travers des actions de recherche et de formation.

D'autres experts, parmi lesquels Romer, par exemple, soutiennent que les taux (potentiels) de rendement élevés des investissements dans les Pays en voie de développement sont presque annulés par le niveau extrêmement faible d'investissements complémentaires en capital humain, infrastructures et dépenses pour la recherche et le développement. Le Rapport sur le Développement Humain de 1990 de l'UNDP met pour la première fois en évidence que le concept de développement n'est significatif que s'il se réfère au développement des «ressources humaines», de l'homme et non pas des «choses», celles-ci étant instrumentales par rapport au véritable objectif. Ces trente dernières années, les pays en voie de développement ont enregistré des progrès significatifs au niveau du développement humain. Les écarts entre le Nord et le Sud se sont considérablement réduits, tandis que les écarts entre les revenus ont augmenté.

Toutefois, les moyennes concernant le développement humain cachent encore des disparités énormes entre les aires urbaines et rurales, les hommes et les femmes, les riches et les pauvres. A remarquer que de bons niveaux de développement humain sont possibles aussi à des niveaux faibles de revenu; et ceci du fait que la liaison entre la croissance économique et le progrès humain n'est pas automatique. Dans ce secteur, des organisations comme le CIHEAM, qui ont acquis, au cours des années, une expérience considérable et qui ont contribué à disséminer ces connaissances suivant une nouvelle conception de partenariat dans le domaine scientifique, pourront donner leur apport au soutien de l'ensemble concerté des différentes mesures de développement visant à favoriser la convergence des taux de croissance entre les Pays des deux rives de la Méditerranée. Ceci étant dit, on peut s'interroger sur quel changement peut-on envisager dans le cadre de la coopération internationale.

Comment se situent, dans ce contexte, les organismes internationaux qui opèrent dans le domaine de la coopération au développement? Quelles interventions sont promues et financées pour atteindre un résultat plus adéquat et efficace? Quels instruments sont proposés et à quels objectifs faut-il viser pour une intervention efficace de politique du développement? Ce sont des points d'interrogation qui nous ramène au processus de transformation en cours dans le cadre des politiques d'intervention relatives à la coopération internationale et à la nécessité conséquente de fournir des réponses permettant de gouverner cette transition.

Dans ce contexte, la revue MEDIT, une revue internationale d'économie, agriculture et environnement éditée par le CIHEAM, a voulu contribuer au débat en organisant une rencontre entre les experts et les scientifiques du secteur pour discuter et identifier les orientations possibles de politique économique que l'on peut poursuivre, dans le cadre de la coopération internationale, pour un processus rationnel de développement et d'intégration économique dans les Pays du Bassin Méditerranéen.